

La Révolution russe a été l'un des événements majeurs du XXème siècle. Il est donc normal que son centenaire entraîné de nombreuses manifestations, très diverses, parce qu'elle n'est pas plus " un objet froid ", inactuel, que ne l'a été le bicentenaire de la Révolution française en 1989. Ne nous le cachons pas, pour tous les partisans de la société capitaliste actuelle, ce centenaire relève de la légende noire de 1917, qu'ils considèrent comme l'acte de naissance des régimes communistes qui n'ont apporté que des échecs économiques et sociaux et des répressions criminelles. Pour d'autres, à l'inverse la commémoration est un acte apologétique, et ils occultent volontiers le cortège indéniable de dérives répressives, bureaucratiques et opportunistes, qui a entaché les " socialismes réels " et l'histoire des Partis communistes du siècle passé: Nous en portons encore les stigmates. L'Association Nationale des Communistes, dont je m'honore d'être membre en tant qu'historien, a voulu situer ce débat sur un autre plan, dans l'optique des luttes sociales et politiques d'aujourd'hui.

Notre idéal communiste a pour objectif la disparition du capitalisme et la construction d'une société socialiste, reposant sur la propriété collective des moyens de production et la démocratie politique et sociale: C'est la part d'héritage de 1917 que nous revendiquons pour aujourd'hui. Pour nous, les concepts de Communisme et de Démocratie, loin d'être antinomiques, sont synonymes et nécessaires l'un à l'autre.

Mais les mots ont été à tel point galvaudés, manipulés par l'idéologie actuelle et ses grands prêtres, qu'il faut en préciser le sens et la genèse.

PRÉHISTOIRE DE LA DÉMOCRATIE ET DU COMMUNISME

Car ces concepts parallèles de communisme et de démocratie réelle, concrétisés par les Soviets Bolcheviks de Russie il y a 100 ans, sont apparus bien longtemps auparavant, avant même que Marx ne les formule théoriquement dans le "Manifeste" de 1848. En fait, ces projets d'égalité entre les hommes et entre les peuples, qui sont toujours en chantier, sont presque aussi vieux que l'humanité elle-même, esquissés des la plus haute antiquité.

Ainsi de la démocratie, idée qu'inventèrent les Grecs il y a 2500 ans, et qui signifiait pour eux le pouvoir donné aux citoyens de la Cité de choisir leurs lois et leurs dirigeants en libres assemblées. Une invention bien embryonnaire toutefois, bien loin de signifier l'égalité politique et sociale, puisque les esclaves, les étrangers, les femmes et les plus pauvres en étaient exclus. Mais le concept était inventé, les luttes populaires au fil des siècles l'enrichiront peu à peu. Même constat pour l'idée de communisme, présente sous la forme rudimentaire de propriété collective des biens et des outils, qu'Engels baptisa le communisme primitif des sociétés pre-esclavagistes. Il serait fastidieux d'énumérer tous les penseurs, toutes les luttes populaires, en faveur de plus d'égalité sociale et politique au cours des millénaires, de ce rêve conjoint de communisme et de démocratie. Il suffira d'en relever quelques jalons.

Jusqu'au XVIIIème siècle, la société française, massivement paysanne et villageoise, était soumise aux seigneuries féodales et à la Monarchie " de Droit divin ". Cependant, au sein même de leurs communautés villageoises, les paysans avaient arraché des droits d'inspiration démocratique et communiste, sans que ces concepts soient clairement formulés. Ainsi, les Assemblées paroissiales ont souvent fonctionné grâce à un suffrage ouvert à tous les chefs de famille du village, sans distinction de fortune, qui leur permettait parfois d'imposer leurs vues au Seigneur local. Une forme de démocratie locale que la Révolution n'aura qu'à laïciser pour en faire les 36000 communes de France, que le pouvoir actuel s'efforce de détruire. Par ailleurs, les villageois les plus pauvres ont durant des siècles réussi à survivre grâce aux droits collectifs, de glanage, de collecte du bois mort et des fruits sauvages, au détriment des Seigneurs et des bourgeois propriétaires des forêts: un lointain héritage du communisme agraire primitif, toujours menacé par les puissants du jour.

Depuis le Moyen Âge, les luttes populaires ont souvent porté es aspirations, y compris de façon détournée, par le biais d'hérésies régulièrement écrasées dans le sang par les privilégiés: Ainsi les Gjuvannali de Corse au quatorzième siècle, qui inaugurèrent une société chrétienne rurale fondée sur la communauté des biens, avant d'être massacrés par les féodaux locaux avec l'assentiment de l'église catholique. Un exemple parmi des milliers d'autres que purent prendre les

luttres de classe autrefois, y compris dans les insurrections communales urbaines, généralement contrôlées par la bourgeoisie

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET SES AVANCÉES DÉMOCRATIQUES

On a souvent qualifié la Grande Révolution française, de 1789 à 1800, de "révolution bourgeoise". C'est juste si l'on entend qu'à l'issue de dix années chaotiques, la bourgeoisie française libérée des entraves féodales a accédé au pouvoir politique, et pu au XIX^{ème} siècle diriger l'industrialisation de la France. Mais cela ne doit pas occulter que la décennie 1789-1800 a été une Révolution véritablement populaire. Elle a vu intervenir au fil des événements, parfois ensemble et parfois en opposition, toutes les classes sociales de la France:

En 1789-90, ce sont effectivement des bourgeois, députés à l'Assemblée Constituante, qui ont proclamé la souveraineté nationale, le régime parlementaire, les Droits de l'Homme et du Citoyen, la fin de la Seigneurie féodale, du droit divin du Monarque, et la mise en vente des biens du clergé. Mais ils n'ont pu réussir à le faire que grâce au soutien armé des artisans et boutiquiers de Paris et des autres villes et à l'assentiment de la majorité paysanne.

Mais c'est une véritable insurrection paysanne connue sous le nom de Grande Peur qui a contraint les Députés à abolir les droits seigneuriaux sans indemnités et à permettre aux villageois d'acheter une partie des terres du clergé, alors que les bourgeois tentaient de les accaparer.

Et ce sont surtout les Journées successives d'insurrection des catégories modestes des villes et surtout les Sans-Culottes des faubourgs parisiens, qui ont imposé des mesures de plus en plus démocratiques, la République en 1792, le suffrage universel, et surtout le contrôle des prix et la Terreur contre les spéculateurs en 1793-94, durant l'apogée de la Révolution, avec la Convention Montagnarde sous la direction de Robespierre.

C'est avec lui et ses compagnons, que la Révolution française a tenté de mettre en place avec la Constitution de l'An II (1793) une nouvelle forme de démocratie, politique et sociale, prémonitoire sur bien des points des Soviets de 1917. Elle est en effet en rupture avec le parlementarisme mis en place en 1789, et introduit l'idée pour la première fois que les élus du suffrage universel ne sont que dépositaires d'un mandat de leurs électeurs, et doivent être révocables par eux s'ils le trahissent, sous la surveillance constante des citoyens, organisés dans ce qu'on appelle en 1793 des Clubs ou des Sociétés Populaires. C'est ce qu'on appelle le Mandat obligatoire. Les Sociétés Populaires, Jacobins ou Cordeliers, regroupent les citoyens les plus politisés des quartiers pauvres urbains, et il y a même des sociétés populaires actives dans certains villages des plaines d'Ile de France, rassemblant surtout des manouvriers, c'est à dire des ouvriers agricoles. Un modèle que sauront reprendre la Commune de Paris en 1871, et les Soviets de Russie en 1905 et 1917.

Cette forme nouvelle de démocratie politique et sociale découle directement des luttes populaires menées par les Sans Culottes, et elle est théorisée par Robespierre, de la façon suivante:

"Le gouvernement est institué pour faire respecter la volonté générale. Mais les hommes qui gouvernent ont une volonté individuelle, et toute volonté cherche à dominer. La corruption des gouvernements à sa source dans l'excès de leur pouvoir et dans leur indépendance à l'égard du peuple souverain ". Ce qui justifie pour l'Incorruptible de " modérer la puissance des magistrats " élus, et de prévoir les peines les plus sévères pour toute usurpation du mandat que le suffrage universel leur a confié.

Marat, le journaliste favori des Sans-Culottes, va plus loin encore, en formulant le droit à l'insurrection populaire, en proclamant: "le plus mortel ennemi que le peuple ait à redouter, c'est le gouvernement...tout ministre qui est deux fois vingt-quatre heures en place, lorsque le cabinet n'est pas dans l'impossibilité de machiner contre la patrie, est suspect!".

Dans cette optique, la Constitution de 1793 proclame le droit à l'insurrection du peuple quand ses dirigeants ont trahi ses volontés.

Malheureusement, cette Constitution n'a jamais pu être appliquée, dans une France en guerre contre toutes les monarchies européennes. Cette esquisse de Révolution politique et sociale de 1793-94 a été stoppée par le coup d'état du 9 thermidor (juillet 1794): ce sont les députés eux mêmes de la Convention qui ont condamné à mort sans procès Robespierre et ses amis, et rétabli la légalité de la bourgeoisie spéculatrice, le parlementarisme, et pour faire bonne mesure, supprime le suffrage universel. Avec le recul, deux siècles après, il est facile de constater que ce

rêve robespierriste d'une société égalitaire de petits producteurs était condamné par l'histoire, il aurait rendu impossible l'industrialisation de la France. Mais surtout, l'emballement révolutionnaire de 1794 a amené Robespierre et Saint Just à se couper de leurs soutiens Sans Culottes, au point d'envoyer certains d'entre eux à la guillotine. C'est d'ailleurs ce que le Communiste Gracchus Babeuf leur a reproché avec virulence. Avec une virulence lucide certes, mais aussi quelque contradiction: car quand Babeuf organisa en 1797 sa "Conjuration des Égaux ", elle fut écrasée facilement par les bourgeois triomphants du Directoire, dans l'indifférence apeurée des faubourgs, et avec l'assentiment de la majorité paysanne.

En fait, tout rêve révolutionnaire, si généreux soit il, risque de finir en impasse sanglante s'il ne recueille pas le soutien populaire.

Mais Il reste que ces prémonitions d'une démocratie politique et sociale véritable, grâce au contrôle des élus par leurs mandants, seront reprises tout au long du 19eme siècle, et par la Commune de Paris en 1871, et par les Soviets russes de 1917, dont les militants, ce n'est pas un hasard, manifestaient en chantant la Marsellaise. Et leur message est toujours d'actualité en 2017 dans notre pays notamment, livre plus que jamais au Parlementarisme corrompu au service de l'inégalité sociale.

FRANCIS ARZALIER